

CIBLE

Télé-Drame

Quand, mais quand donc cessera-t-on de faire des rapports entre le pouvoir politique et le service public de l'audiovisuel un psychodrame permanent ? L'institution du Conseil Supérieur de l'Audiovisuel semblait avoir réglé cette lancinante question. Mais voici que la désignation, par cet organisme indépendant, d'un président commun aux deux chaînes publiques provoque le dépit des ministres concernés, qui craignent que d'autres nominations ne leur échappent. Et si «la droite» prenait le contrôle de la télé ?

La question est stupide et les angoisses exprimées frisent le ridicule. Cela parce que la télévision échappe depuis un septennat à tout contrôle effectif. Elle a sa logique propre qui s'impose aux partis et, parfois, au pouvoir politique - que celui-ci soit de droite ou de gauche. Plutôt que de s'occuper de la sensibilité politique de ses gestionnaires de la télévision, l'Etat devrait s'ingénier à reconquérir les pouvoirs qu'elle a usurpés.

GOUVERNEMENT

Enfin des réformes ?



1939-45

**Les années
noires**

(page 8-9)

Est

**La Pologne
sur un fil**

(page 6-7)

M 2242 - 520 - 13,00 F



3792242013005 05200

Complot

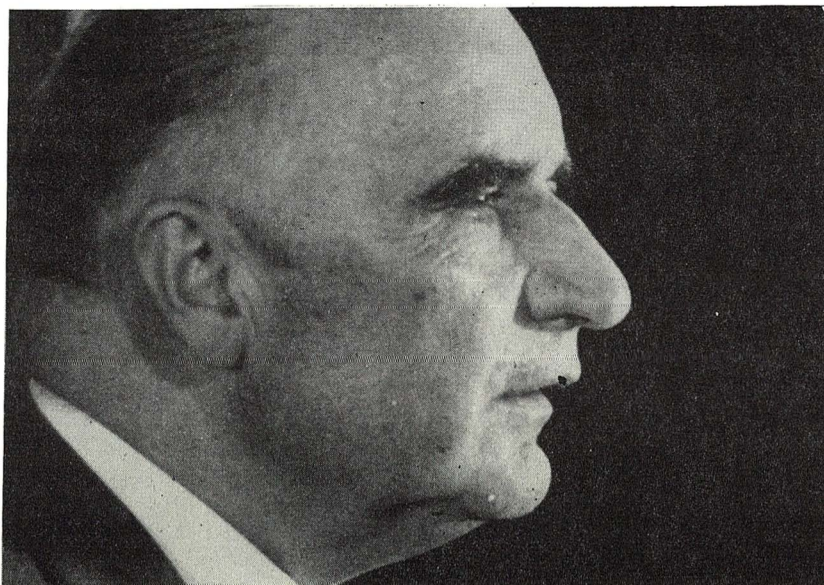
Les protocoles de Montboudif

Une fois de plus, l'extrême-droite s'est trompée: ce n'est pas «l'internationale juive» qui menace notre pays et la civilisation toute entière, mais une authentique société secrète dont le noir dessein est de s'emparer de l'appareil d'Etat, de contrôler les circuits économiques et de subvertir notre culture.

Avec une audace inouïe, un de nos enquêteurs a réussi à se procurer un document du 19ème siècle, intitulé **Protocoles des Sages de Montboudif**, qui expose le détail de cette opération, dont le lobby auvergnat est l'initiateur, l'agent et le bénéficiaire. Les prétendus Protocoles des Sages de Sion, qu'on croyait fabriqués par la police tsariste, sont d'ailleurs un texte de diversion concocté à la mairie d'Ambert et qui continue de faire illusion.

Depuis longtemps, nous avons la puce à l'oreille et le document qui est en notre possession permet de relier des faits indubitables. Qui, en effet, a contrôlé le marché du charbon, donc notre alimentation en énergie, pendant des décennies ? Les bougnats. Qui, aujourd'hui, possède des centaines de cafés qui sont à la fois des officines d'espionnage et des

Au terme d'une enquête longue et périlleuse, nous sommes en mesure de révéler le complot diabolique qui menace l'Etat et la nation.



« Pompidou fut-il la main cachée des sages de Montboudif ? »

lieux où les bons Français sont méthodiquement alcoolisés ? Les Auvergnats.

A cet égard, qui n'a remarqué l'intense publicité faite en faveur de la Suze ? Dans le domaine politique, l'emprise auvergnate est aveuglante: Queuille fut le principal agent du lobby sous la troisième et la quatrième République, et les Sages de Montboudif obtinrent

une victoire décisive lorsque Pompidou fut élu président de la République. Ils confirmèrent leur emprise avec Giscard d'Estaing et, après leur défaite de 1981, repartirent à l'assaut avec Chirac tout en plaçant des pions à gauche (Michel Charasse). A la télévision, dans les affaires, dans l'armée, il suffit de chercher pour en trouver: leurs réseaux d'influence sont d'une efficacité redoutable.

Mais comment reconnaître un Auvergnat ? Autrefois, il y avait le chapeau à larges bords, la moustache tombante, l'accent chuintant. Maintenant, ils sont repérables à leur nom, les lieux de naissance donnent de précieuses indications, l'avarice est un trait de la race, et les études craniologiques démontrent que leur tête est plus petite que celle des vrais Français.

Moralité de cette histoire stupide: pour établir un complot, pour mettre en évidence le rôle d'une «internationale», il suffit de prendre n'importe quelle communauté ou société particulière, de lui attribuer des particularités physiques et morales et de lui prêter une volonté subversive. Il est ensuite facile de trouver des «preuves» surabondantes: comme il y a, dans tous les milieux, des francs-maçons, des Juifs, des Auvergnats, des Bretons, il suffit d'isoler un élément pour prouver la réalité du complot. La démente du procédé semblait manifeste. On ne dénoncera jamais assez ceux qui l'emploient à nouveau, en France et en Pologne, à l'encontre d'une communauté qui fut la principale victime de ce délire.

Yves LANDEVENEC

royaliste

SOMMAIRE: p. 2: Les protocoles de Montboudif - p.3: L'impasse et la nasse - L'arche - p.4: Marie et Gundakar - Enfin du concret ? - p.5: La Révolution française et l'Europe - p. 6-7: La Pologne sur un fil - p.8: Le Prince esclave - p.9: La seconde guerre mondiale - p.10: Le grand monsieur - p.11: Action royaliste - Jeune et royaliste - p. 12: Editorial: Quelques bonnes questions.

REDACTION-ADMINISTRATION
17 rue des Petits-Champs, 75001 Paris
☎ (1) 42.97.42.57

Dir. de la publication: Yvan ALMONT
Comm. Parit. 51700 - ISSN 0151-5772
Diffusion NMPP - Imprimé en France

bulletin d'abonnement

Je souscris un abonnement de trois mois (75 F), six mois (140 F), un an (220 F), soutien (350 F) *

(*) Encadrez la formule de votre choix

NOM: Prénom:

Adresse:

Profession: Date de naissance

ROYALISTE, 17, rue des Petits-Champs, 75001 Paris - CCP 18 104 06 N Paris

L'impasse et la nasse

Si les partis politiques ne parviennent pas à résoudre leurs contradictions internes, c'est qu'elles s'inscrivent dans une logique rigoureuse.

Les universités d'été organisées par les formations de droite et de gauche ont à nouveau permis de constater que les rivalités personnelles et les luttes entre les appareils ou entre les courants absorbent l'essentiel des énergies, obscurcissent la confrontation des idées, empêchent la mise en forme de nouveaux projets. Ces guerres microcholines concourent au discrédit du personnel politique, entraînent une abstention électorale massive et favorisent l'apparition de nouvelles formations (le Front national, les Verts) qui doivent une bonne part de leur succès au fait qu'elles défendent, à tort ou à raison, un projet qui est ou qui semble clairement identifiable.

ENJEUX

La classe politique n'ignore rien de ce qui la mine. Ainsi le Parti socialiste, conscient d'être paralysé par le système des courants et par le combat des présidents, qui fait passer au second plan les questions pourtant décisives de l'identité socialiste et de la définition d'un nouveau projet. Conscient de cette double nécessité, Pierre Mauroy avait annoncé un congrès « idéologique ». Or la préparation de celui-ci montre que rien n'a changé: les motions présentées restent tristement identiques et nul n'ignore que les enjeux de la bataille concernent le contrôle de l'appareil et la désignation par celui-ci du candidat socialiste à la présidence de la République.

Ni le premier secrétaire ni les



« J.-P. Chevènement, un présidentiable peu crédible, mais qui défend un véritable projet. »

principaux barons socialistes ne peuvent changer cette situation qui tient à la nature du parti socialiste et à sa finalité. Parce que le P.S. est un parti « attrappe-tout », il accueille diverses sensibilités qui s'organisent très naturellement en courants. Parce que le P.S. a pour premier objectif de remporter l'élection présidentielle, les courants deviennent les instruments de ceux qui veulent être candidats. Pour rassembler le maximum de partisans, ceux-ci ne peuvent présenter que des motions très générales dans lesquelles les véritables débats sont évacués: le choc des formules et des slogans tient lieu de confrontation idéologique ou, du moins, en masque les éléments puisque nul ne peut plus discerner, dans les affirmations des uns et des autres, ce qui résulte de la conviction et ce qui tient de la prise de position tac-

tique ou stratégique. A cet égard, il est intéressant d'observer que le courant de Jean-Pierre Chevènement est le seul qui échappe à cette logique: c'est parce que le ministre de la Défense n'est pas un présidentiable crédible que « Socialisme et République » a conservé une identité solide et défend un projet politique précis (dénonciation du libéralisme économique et de l'Europe du capital notamment) mais sans parvenir à poser le débat selon ces termes à l'intérieur du P.S. et au sein du gouvernement.

L'UNION ?

Fascinée par la réussite de François Mitterrand, la droite classique voudrait bien reprendre sa stratégie: un grand parti autour d'un chef. Aussi chacun prêche-t-il le rassemblement en faisant mine d'oublier que « l'union est un combat » (comme disait Georges Marchais) qui se termine par l'hégémonie d'une formation sur ses alliées. Or la défaite de Jacques Chirac a empêché le RPR de prendre une position dominante et la victoire de Valéry Giscard d'Estaing aux européennes complique encore la situation. La droite reste donc exposée à une compétition désastreuse entre ses deux figures historiques, qui se complique de l'ambition de François Léotard et de Pierre Méhaignerie. Dans de telles conditions, la droite classique est incapable de résoudre le problème posé par le Front national.

La gauche dans l'impasse, la droite dans la nasse. Il est vain de chercher des coupables: c'est la logique même de l'élection présidentielle qui détermine le comportement des hommes et le jeu des partis.

Sylvie FERNOY

L'arche

La commémoration de la Déclaration de 1789 s'est déroulée dans l'esprit d'unité qui a marqué le bicentenaire. Le discours du Président fut tout à fait significatif de cet état d'esprit. Après avoir souligné le caractère universel de la Déclaration des Droits, François Mitterrand se livra à une critique des manques et les limites de ce « credo d'un nouvel âge ». Oubli des Noirs, des femmes, des pauvres, des domestiques qui « restèrent confinés dans une citoyenneté réduite ». Négation par la Terreur des principes proclamés, puisque les massacres de septembre « démentirent dans l'horreur les espérances de la veille ». Systématisation de la violence révolutionnaire enfin, que les circonstances ne peuvent justifier dans la mesure où « après la victoire des armées de la République, la Terreur n'avait plus à se réclamer des nécessités du salut public. Elle était devenue un système de gouvernement ». Après avoir réaffirmé la nécessité de prolonger l'œuvre de 1789 en luttant contre toutes les formes d'exclusion et d'injustice et en étendant les libertés individuelles, François Mitterrand s'adressa aux républicains en des termes qui n'excluaient aucune des familles politiques démocratiques puisqu'il ressortait des propos du Président que tous ceux qui se réclamaient des principes de 1789 étaient républicains. Ainsi la République n'est plus une idéologie de combat, mais une idée de la res publica, capable de rassembler les Français dans le respect de leurs traditions distinctes, pour le service du bien commun. Cet esprit d'unité fut effectivement marqué par la présence de Mgr le comte de Paris, chef de la Maison de France, à la cérémonie de l'Arche. La télévision (A2) montra le Prince et le Président bavardant de façon manifestement amicale. Images symboliques, qui nous réjouissent sans nous surprendre.

Y.L.

Epithalame

Marie et Gundakar

Un mariage dans la Maison de France est pour les royalistes une occasion de se réjouir. Tout particulièrement lorsqu'il s'agit de la princesse Marie de France fille du prince Henri, comte de Clermont et dauphin de France.

Quelques jours après le mariage civil célébré à Dreux, la princesse Marie devenait princesse Gundakar de Liechtenstein sous les ors de la chapelle du château de Friedrichshafen, samedi 29 juillet dernier. Un mariage historique, puisque c'est la première fois que les deux familles millénaires s'unissent. Mariage chrétien aussi entre une princesse généreuse, secrétaire générale au Bureau International Catholique de l'Enfance, et un prince terrien, gentilhomme fermier, se partageant entre l'Autriche et le Brésil. Mariage d'amour enfin pour Marie, 30 ans et Gundakar, 40 ans, qui se connaissent depuis huit ans, et qui viennent devant tout le Gotha assemblé d'unir leurs destins.

Une ombre à ce bonheur rayonnant: l'absence du comte de Paris et celle du comte de Clermont. Le premier voulait que, selon la tradition, ce mariage ait lieu à Dreux en terre de France, le second ne voulait laisser à personne le droit de conduire sa fille à l'autel.

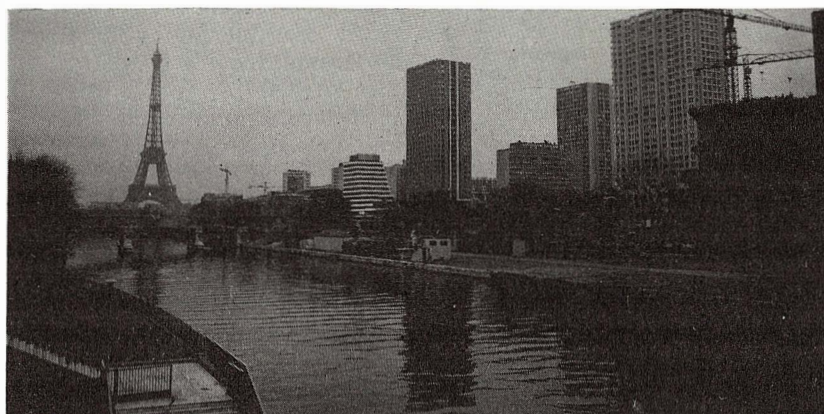
Mais qu'importent les nuages, car un mariage est toujours une promesse d'avenir. Il est aussi pour nous l'occasion privilégiée de réaffirmer notre affection et notre fidélité à la Famille de France car, comme l'a souligné le comte de Paris, «la monarchie c'est la vie», c'est «une institution qui offre un point de juste cristallisation à l'affectivité populaire, une famille à aimer...» Tous nos vœux de bonheur accompagnent Marie et Gundakar.

Frédéric DELPECH

Hercule

Enfin du concret ?

Nous avons trop souvent appelé de nos vœux une politique économique et sociale qui s'inscrive dans le long terme pour faire la fine bouche devant ces «travaux d'Hercule» qui font aujourd'hui les délices des commentateurs politique voire des humoristes.



Certes le «pacte de croissance» annoncé à la fin août, en deux temps, par Jean-Paul Huchon, en Avignon, puis par Michel Rocard, n'est pas exempt d'arrière-pensées politiques.

Certes la publication de ces onze propositions qui constituent l'esquisse d'une nouvelle politique économique en cette période de rentrée, ont pour objectif d'apaiser un climat social qui s'annonce mouvementé et de désamorcer les critiques des députés socialistes alors que va s'ouvrir la prochaine session parlementaire, et, avec elle, un débat budgétaire que l'on peut d'ores et déjà prévoir houleux.

Mais nous avons suffisamment reproché à M. Rocard son inertie, pour ne pas accueillir avec intérêt son «pacte». D'abord parce que les préoccupations affichées dans son discours de Risoul sont proches des nôtres: s'il n'y a pas, selon lui, «d'économie saine, sans marché (...) il nous faut inventer, ensemble, les moyens de le maîtriser et de le soumettre aux exigences (...) de la justice

sociale». Ensuite, parce que son analyse de la situation économique française est juste. Si la croissance est de nouveau au rendez-vous, après une longue période d'austérité nécessaire, encore faut-il demeurer prudent et ne pas distribuer les richesses que nous ne possédons pas (encore). Notre économie est convalescente et confondre politique sociale et politique salariale, comme l'a fait Mauroy, toujours à Risoul, relève de la démagogie.

Enfin, parce que les mesures proposées sont cohérentes. Celles-ci concernent l'emploi (réduction des charges des entreprises pour favoriser l'embauche, lutte contre le développement des emplois précaires, réduction du temps de travail), l'éducation (dans ce domaine, il s'agit selon J.P. Huchon «d'assumer et de réaliser la loi d'orientation»), le pouvoir d'achat des salariés (son augmentation ne serait plus liée, comme dans les années 60 et 70, à la hausse des prix mais à la croissance du produit national), le secteur public (ce secteur a toujours préoccupé M. Rocard, sa modernisation est aujourd'hui nécessaire pour améliorer

la qualité des services, sa compétitivité et l'efficacité, dans ce cadre une revalorisation des carrières s'impose), la décentralisation (renforcement du pouvoir des régions au niveau de l'éducation et de la formation), le logement (reconquérir le centre des grandes villes abandonnée aux mains des financiers et y promouvoir le logement social, notamment à Paris), la solidarité (les dépenses seraient financées par un nouvel impôt et la cotisation sociale généralisée à tous les revenus), la fiscalité (le Premier ministre souhaite aller vers plus de justice fiscale par diminution ou suppression de certains taux de T.V.A., et moduler la taxe d'habitation en fonction du revenu), l'insertion (si la distribution d'un revenu minimum a permis à certains parmi les plus défavorisés de bénéficier de ressources, l'insertion n'a pas donné les résultats escomptés, le chef de gouvernement voudrait faire porter l'essentiel de ses efforts sur ce second aspect du R.M.I.), assurer l'avenir de la région parisienne (revoir le schéma directeur d'aménagement et d'urbanisme dès 1990) et la participation (relancer cette idée plusieurs fois abandonnée).

Malgré tout le bien que l'on peut penser de ce projet ambitieux on peut craindre qu'il reste au stade des intentions faute de moyens, notamment pour ce qui concerne l'éducation, l'emploi et le secteur public. Par ailleurs certaines mesures ne semblent pas très réalistes, surtout dans le domaine de l'emploi et de la fiscalité. Il est inutile à ce stade de pousser plus loin la critique. Nous suivrons avec intérêt ce qui sera mis en œuvre de ce pacte de croissance qui a au moins un grand mérite: celui d'exister.

Patrice LE ROUE

Valmy

La Révolution française et l'Europe

Valmy marque, avec trois ans d'avance, la fin des commémorations du bicentenaire de la Révolution française. Ce moment de l'Histoire de France comporte-t-il des enseignements particuliers pour aujourd'hui ?

La question que pose l'historien est: la Révolution s'arrête-t-elle à Valmy ? Pouvait-elle s'arrêter à Valmy. En effet Valmy rassemble plus encore que le 14 juillet. Le futur Louis-Philippe commandait une batterie de Valmy. Mais, comme tout consensus, Valmy recouvre plusieurs contradictions.

La première d'entre elles est entre cosmopolitisme et nationalisme. Il est exact que la révolution anglaise puis la révolution américaine ont élaboré une déclaration des droits de l'Homme. La nôtre fut la seule à lui donner d'emblée une portée universelle. Nous fûmes les seuls parce que précisément cela correspond au caractère français. Aussi lorsqu'il fallut agir au nom de ses principes, on rentra dans la réalité, c'est-à-dire l'Histoire de France. Il suffit d'un coup de canon: ce fut Valmy. La guerre idéologique, internationaliste, contre les rois, devint une guerre nationale chez nous mais bientôt, pour notre malheur, chez les autres.

De cette première contradiction, découle une seconde: le consensus national sur la Défense est un point de départ et non un achèvement. C'est le point à partir duquel la Révolution change de caractère et la division éclaircit les rangs de ses partisans. De mythique, elle devient réelle, pratique, concrète. On dira alors qu'elle trahit ses principes. La guerre, certains l'ont voulue au nom de l'universalité des droits de l'Homme. Il arriva ce qui devait arriver: la victoire rendit la Révolution belliqueuse. Jemmapes suit Valmy, Valmy finit à



Montmirail, Jemmapes à Waterloo. La Révolution n'est plus la lutte contre la Monarchie. Les Prussiens, dans leur retraite, abandonnent la cause des émigrés et même celle de Louis XVI, conscients de s'être mépris sur leurs intérêts propres et de s'être faits doubler dans le second partage de la Pologne. La Révolution, à partir de Valmy, c'est la lutte contre l'Europe et contre elle-même.

Albert Sorel, le seul à avoir pensé cette grande guerre européenne d'un quart de siècle, pour le premier centenaire de la Révolution, était d'avis qu'une telle évolution n'était pas une nécessité historique: « Rien dans les grandes propositions de 89 n'était incompatible avec la paix du monde; rien n'empêchait de concevoir une France puissante, prospère et libre, au milieu d'une Europe conviée pacifiquement à suivre son exemple ». Il écrit à l'heure où les républicains modérés pensaient pouvoir récupérer l'Alsace-Lorraine pacifiquement et éviter une grande guerre européenne.

On sait ce qui suivit: l'affaire Dreyfus, la crise de l'armée... Ces événements décontenan-

cèrent Sorel au milieu de son œuvre et le convainquirent de donner à l'épopée napoléonienne un caractère de nécessité historique: prisonnier des conquêtes révolutionnaires,

Napoléon ne pouvait faire que ce qu'il a fait.

Mitterrand a-t-il relu Albert Sorel pour préparer son discours de Valmy qui se voudrait un appel à l'Armée à l'heure du désarmement conventionnel ? Sur la base du consensus actuel sur la Défense nationale, le débat est inéluctable à partir du moment où les hypothèses de conflit s'affinent, où de nouvelles idées de manœuvre doivent s'inventer. A l'heure où la conquête des droits de l'Homme à l'Est doit nécessairement s'accompagner du maintien du pacte de Varsovie, une forme de Valmy de l'Est, qui ne serait pas saisi par l'ampleur des conséquences ?

Qui ne songe, comme Goethe au soir de Valmy, à « dater de ce jour et de ce lieu une nouvelle époque de l'histoire du monde » ? Est-il possible que cet enfantement se fasse sans douleur, conflit ni secousse, et qu'un équilibre nouveau soit trouvé pacifiquement alors qu'il ne s'agit de rien de moins que, comme sous la Révolution et comme en 1945, d'un nouveau partage des forces en Europe ?

Yves LA MARCK

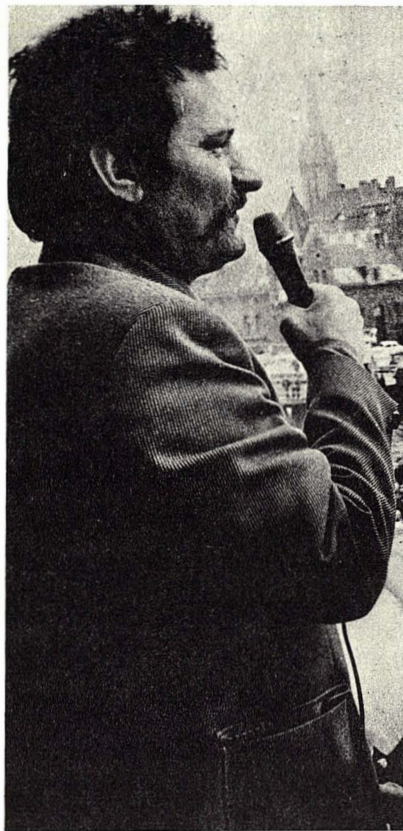
VALMY

“La cannonade qui avait déjà commencé au moulin de Valmy, avant que je n'y eusse relevé le général Stengel, devint très vive vers dix heures. Les Prussiens établirent contre le moulin deux batteries principales qu'ils renforcèrent ensuite successivement (...) Ces batteries nous firent perdre beaucoup de monde, mais n'ébranlèrent point la fermeté de nos troupes, et il n'y eut qu'un instant de désordre dans deux bataillons de ma division entre lesquels un obus fit sauter deux caissons pleins de cartouches. Cette explosion les dispersa momentanément mais ils se rallièrent promptement, malgré le feu auxquels ils étaient exposés, et reprirent immédiatement place dans la ligne. L'ardeur des troupes était même si grande ce jour-là, que tous les cavaliers, carabiniers ou dragons dont les chevaux étaient tués ou blessés, couraient aussitôt, la carabine sur l'épaule, se placer dans les rangs de l'infanterie.”
(...)

“Le déploiement de l'armée prussienne fut très lent, et ce ne fut que vers deux heures, quelque temps après qu'il eut été complètement achevé, que nous la vîmes se rompre en colonnes d'attaque. Nous crûmes alors qu'elle allait marcher sur nous et engager le combat, et des cris de Vive la Nation et Vive la France se firent entendre aussitôt dans les rangs de notre armée; mais soit que la belle contenance de nos troupes ait fait pressentir au duc de Brunswick qu'il éprouverait plus de résistance qu'il ne l'avait éprouvé d'abord, soit (ce qui est assez probable) qu'il ait voulu attendre le corps autrichien du général Clairfayt qui n'arriva que dans la nuit, les colonnes prussiennes se formèrent et se déployèrent trois fois successivement, comme elles auraient pu le faire sur une esplanade, sans jamais se décider à nous attaquer, et la bataille se réduisit à une simple cannonade qui dura toute la journée, et qui ne cessa que lorsque l'obscurité de la nuit eut rendu impossible de la continuer davantage (...).”

Louis-Philippe. Mémoires. Tome II Plon, 1974

Pologne : En équilibre



La désignation de Tadeusz Mazowiecki comme chef du premier gouvernement non-communiste en Pologne et les péripéties qui ont marqué la formation de son gouvernement ont fait à juste titre la «une» des journaux de l'été. Mais cette situation inédite, et sans doute exemplaire pour de nombreux pays de l'Europe de l'Est, suscite de nouvelles questions. Luc de Goustine qui connaît bien la Pologne, essaie ici d'y apporter quelques réponses.

Feuilletton à suspens ou épopée mystique, l'évolution polonaise ne tient pas en haleine que l'Occident. Le PC vietnamien, résumant la doctrine antirévissionniste, tonne contre ce « coup d'Etat contre-révolutionnaire » et les « organisations réactionnaires » qui « ont saboté la réforme politique entamée » par le POUP. Saine inquiétude des dernières bureaucraties totalitaires devant la révolution pacifique et légale en voie d'accomplissement sur les bords de la Vistule... D'autant que, contrairement à sa situation de 1980, lors des grèves de Gdansk qui lancèrent le mouvement, le peuple polonais n'est plus seul.

Sans parler de la persévérante rébellion des élites tchécoslovaques que le carcan po-

licier contient à grand'peine, ni de la patiente émancipation de la Hongrie (reprenant cette année l'ostension officielle des reliques de son saint fondateur Etienne), devenue terre d'asile ou de transit pour les persécutés et les migrants de ses voisins allemands, roumains et tchèques. Sans parler des nations arménienne, géorgienne, ukrainienne, moldave, réclamant leur autonomie, voire leur souveraineté à une URSS confondue avec la Russie impériale. Sans évoquer la chaîne humaine qui, de Tallin à Riga et de Riga à Vilnius, a soudé les trois Etats baltes dans le même défi à la puissance-mère... deux anniversaires résument la révision historique en cours.

Le pacte germano-soviétique, il y a cinquante ans, dépeçait cette partie de l'Europe entre les fauves Staline et Hitler et, voilà vingt ans, les troupes du Pacte de Varsovie brisaient les reins au Printemps de Prague. Pour la première fois, la réprobation, la colère ou la honte s'expriment publiquement et sortent leurs preuves. L'Est européen revit.

A ceux qui prophétisent le malheur d'une reprise en main dans le cadre de l'idéologie et de la répression armée, on peut enfin répondre qu'un aussi vaste empire, une fois lancé sur une telle pente, ne peut être longtemps retenu ou contraint. Des réactions ou manœuvres dilatoires, soit. Mais quel avenir promettre à la Tchécoslovaquie fossilisée ? Et quelle perspective à l'Allemagne de l'Est atteinte d'hémorragie concrète de ses citoyens ? Quelle apocalypse entrevoir pour la Roumanie du despote ? Dans les autres pays, la *perestroïka* ne pourrait s'inverser sans vider de leur siège les acteurs politiques majeurs qui s'y sont, de gré ou de force, ralliés, et souhaitent son succès au moins dans un domaine qui leur échappe de

plus en plus: l'économique et social.

Or, la Pologne qui fut pionnière devient aux yeux des Soviétiques une sorte de laboratoire avancé où expérimenter à moindre frais le passage à l'économie de marché, l'éclatement des monstres du collectivisme, la convertibilité des monnaies, l'apprentissage de l'efficacité productive avec l'aide bienveillante des Occidentaux. Peut-être s'agit-il pour eux, à terme, d'appliquer le précepte léninien de la corde achetée aux capitalistes - avec laquelle on les pendra - ou peut-être certains stratèges politico-militaires attendent-ils le double effet d'une crise interne des nationalités, et de la confiance pacifiste à l'extérieur, pour user de l'ultime supériorité qui leur



sur une fil

reste et refaire par la guerre l'unité de l'empire.

Mais ces noirs desseins, qu'on ne peut tout à fait ni exclure ni présumer, ne pèsent pas sur la conscience polonaise. Elle est, entre les mille soucis d'une subsistance quotidienne difficile, toute occupée à refaire sa vie nationale: quarante ans d'un régime d'occupation soviétique, neuf ans de répression contre Solidarnosc, et - accélération éni-vrante - deux mois entre les élections « semi-démocratiques » gagnées les 4-18 juin et la nomination, le 19 août, de son Premier ministre catholique et d'opposition, Tadeusz Mazowiecki.

Comment se négocie ce que Lech Walesa appelle sans am-

bages « le plus grand tournant de l'Europe de l'Est depuis Yalta ? ».

Notons d'abord qu'il est le résultat, non pas des soubresauts d'une masse en révolte mais d'une méthode d'action inspirée d'une éthique où l'humanisme chrétien et la revendication démocratique convergent avec puissance - non-violence, reconnaissance de l'adversaire comme homme et citoyen au-delà de l'idéologie qu'il professe et que l'on refuse, usage de toutes les voies légales en pays de droit, et large recours à la conscience universelle - que l'élection d'un pape polonais sensibilise. Le fait que cette modération morale ait eu la capacité de mobiliser les masses ouvrières et paysannes dans un pays moulu de propagande et allergique à l'idée-même de politique, qu'elle ose aujourd'hui poser les exigences du bien national contre l'insurrection de ses propres forces, jouer de la patience sans perdre sa fermeté, est peut-être une leçon majeure de cette fin de siècle.

A ces traits s'est ajouté, de la part des *leaders* de Solidarité, une habileté de manœuvre souvent inconnue ici. L'art du refus suivi d'une ouverture, comme celle par laquelle Walesa a d'abord fait élire, d'une faible voix d'avance, un Président responsable de l'« état de guerre », puis cette façon de se porter candidat en donnant à entendre qu'il miserait son crédit aux hasards d'une gestion gouvernementale périlleuse - pour aussitôt s'effacer derrière l'un de ses proches et reprendre son poste auprès de la base syndicale - sens oriental de la feinte et de l'esquive, où domine cependant la préoccupation, quelle que soit la victoire, de n'humilier jamais l'adversaire, de lui ôter tout prétexte à user de la force qu'il garde en main.

Ce prologue achevé, c'est à Tadeusz Mazowiecki de construire. Il sera cerné entre les exigences du tuteur soviétique, celle d'une *nomenklatura* menacée dans ses privilèges et l'urgence de répondre aux espérances des gens. Choisi pour gouverner dans la compromission, l'homme est de ceux qui n'ont depuis trente ans jamais transigé. Curieux choix, que seule l'éthique de Solidarité peut rendre viable. Son programme se résume à peu près en trois mutations:

- Ajuster à sa main un outil gouvernemental inféodé à 90% au Parti communiste, en substituant à ce clanisme un esprit de service de l'Etat. La gageure, saisie rapidement, peut être gagnée dans la mesure où l'idéologie du POUP n'est plus que prétexte à sauvegarder le statut d'un million deux-cent mille foyers jouissant d'avantages exorbitants mais qui ne trouveront aucun appui dans la nation, ni même auprès du Président issu de leurs rangs.

- Permettre à Solidarité d'approfondir son œuvre syndicale avec Lech Walesa, en la découplant de sa Commission Nationale KKW, devenue déjà OKP, c'est-à-dire un parti politique classique, voire une alliance de tendances fédérées au Parlement dans le groupe présidé par Bronislaw Geremek. Tadeusz Mazowiecki, qui fut avec Aleksander Hall de ceux qui refusèrent d'être candidats aux législatives de juin en raison de la manière dont la liste fut constituée, sait mieux que quiconque quel handicap ses amis doivent vaincre: d'un réseau clandestin, spontanéiste, passionnément brouillon, « à la polonaise », recevant des consignes d'une direction volante emportée par le charisme de quelques-uns, faire une formation aux institutions

démocratiques et régulières.

- Opérer enfin la transformation de l'économie, dégripper ou désaisir la bureaucratie qui la gouverne, se rallier la diaspora polonaise à l'étranger et particulièrement en Amérique, la faire même revenir avec ses capitaux et compétences. Il est dit clairement que cette métamorphose demandera une perfusion abondante - dix milliards de dollars est le chiffre avancé - mais aussi que rarement nation n'a suscité autant de sympathie et de dévouement spontané.

Or, ce capital-là, dû, il faut bien le dire, au caractère symbolique de la résurrection polonaise, aux perspectives qu'elle ouvre sur les capacités spirituelles des peuples à se tirer des guets-apens impérialistes et idéologiques, est à la fois un atout maître et une fleur fragile. Que la pénible « affaire » du carmel d'Auschwitz permette à quelques-uns de faire l'amalgame entre un patriotisme sourcilieux et la monstruosité de l'antisémitisme - déjà le Congrès Juif Américain aurait réagi en ce sens - et l'esprit versatile de la planète fera attendre ses services.

Tant il est vrai que l'exemplarité polonaise, comme toute autre, se paye d'obligations sévères de dépassements constants.

La parabole du funambule, si hardiment illustrée à Paris ces jours-ci au service des Droits de l'Homme, est en Pologne plus que jamais éloquente. En s'élançant sur le fil, Tadeusz Mazowiecki a dit simplement: « Il faut bien que quelqu'un essaie ». Qui lui reprochera cette modestie-là ?

Luc de GOUSTINE



Vichy

Le Prince esclave

Le Père Gaston Fessard fut l'un de ces théoriciens qui sauvèrent alors l'honneur de l'Eglise. Les éditions Critérion viennent de publier, sous le titre de *Au temps du Prince esclave*, un recueil de ses principaux textes écrits entre 1940 et 1945. Ecrits de circonstances bien sûr, mais qui par la force de leur argumentaire dépassent leur moment pour se poser en base d'une véritable politique chrétienne.

Le Père Fessard parle en directeur de conscience, un rôle qu'il définit comme étant de «développer chez son dirigé le sens de ses responsabilités». Critiquant le rationalisme et son corollaire matérialiste, il voit dans la défaite une sorte de châtiement d'où il peut résulter un bien. Inutile de chercher des boucs émissaires, c'est la responsabilité de tous qui est engagée. «Et, dans la mesure où nous nous croyons innocents, remercions la Providence d'avoir brutalement interrompu la route où nous nous endormions et placé un mur d'airain entre nous et l'idéal de nos rêves, ce bonheur qui n'est en réalité pour un peuple que celui de l'euthanasie». Mais la défaite fait courir à la France un risque terrible, celui de perdre son âme. Le Père Fessard se livre alors, pour reprendre les termes de Jacques Prévotat, à un démontage systématique de la doctrine et des méthodes de propagande nazies, de leur redoutable perversion et des moyens longuement mis en œuvre pour asphyxier progressivement les âmes et effacer en elles jusqu'à la trace de l'idée d'une vocation historique de la France.

S'appuyant sur l'encyclique *Mit Brennender Sorge* (du 14/03/1937), le Père Fessard réaffirme la totale incompatibilité de christianisme et du

L'Occupation apparaît souvent comme une période sombre dans l'histoire du catholicisme. On pense à ces dignitaires ecclésiastiques fortement engagés dans la Collaboration. Mais n'est-ce pas là oublier un peu vite l'existence d'une authentique Résistance catholique, appuyant ses actes sur une solide doctrine ?



nazisme. Parce que le nazisme nie la dignité de toute personne, l'unité de l'humanité et l'existence d'un Droit naturel universel, «aucun partage de zones d'influence n'est possible entre christianisme et nazisme: un des deux doit disparaître». Mais il faut être particulièrement vigilant, car les nazis sont passés maîtres dans l'art de la ruse. Leur méthode est toujours la même, mais terriblement efficace: elle consiste d'abord à séduire, puis à compromettre, et enfin à pervertir ou à détruire. Rappelant la fameuse phrase de Pie XI, «nous sommes spirituellement des sémites», Gaston Fessard met ici en garde les

Français contre l'antisémitisme. Il les prévient aussi de ne pas se laisser entraîner dans une pseudo-croisade contre le communisme, car le nazisme véhicule intrinsèquement un mal tout aussi absolu que le communisme et qu'il ne peut parler au nom du christianisme que par imposture. Gaston Fessard pose alors la question de l'obéissance due au gouvernement de Vichy, car, au fil du temps, le risque s'accroît de voir que «tout le dévouement et toute la loyauté, requis et obtenus par le Maréchal, seront détournés pour servir au triomphe des principes nazis».

Le Père jésuite forge alors le

concept de «Prince esclave». Rappelant que selon la doctrine catholique et le Droit naturel, le Pouvoir trouve sa légitimité en ce qu'il vise au Bien commun, il divise ce Bien commun en un Bien commun élémentaire, celui qui assure l'existence et la sécurité, et un Bien commun supérieur qui trouve son expression dans les valeurs, la juste cause pour laquelle une société ou une nation accepte de risquer son existence. Dans la situation où il se trouve, le Prince esclave (le Gouvernement de Vichy) mène sa politique en vue de la sauvegarde du Bien commun élémentaire. «Pour ne pas gêner l'obtention de cette fin, le citoyen aura donc à se résigner à la coopération matérielle, lorsque ce sera le seul moyen d'éviter de plus grands maux». Mais si le Prince esclave n'est de plus en plus qu'un esclave, «les membres du peuple vaincu peuvent en toute sûreté de conscience passer de la résignation à la résistance passive et active..., si leur détermination est inspirée par la générosité au service de la Cause nationale et des Valeurs du Bien commun international». Ainsi se trouve fondée une doctrine catholique de la Résistance dont les principes dépassent le cadre des circonstances de leur élaboration.

La défaite finale du nazisme ne règle pas tous les problèmes. Dans les derniers textes de ce recueil, le Père Fessard s'interroge sur le monde à venir et il pose le dilemme: Chrétienté ou barbarie. Il réaffirme alors que les principes du christianisme ne sont pas l'apanage des seuls chrétiens, mais la condition de la civilisation.

Patrick PIERRAN

Gaston Fessard - *Au temps du Prince esclave* - Présentation et notes de Jacques Prévotat. Ed. Critérion. 264 p. - Prix franco 106 F.

La seconde guerre mondiale

■ Gérard Leclerc



Cinquante ans après, nous n'en finissons pas de terminer la seconde guerre mondiale. Il suffit d'examiner les gros titres de l'actualité pour s'en rendre compte. L'exode des Allemands de l'Est vers l'Ouest, le premier gouvernement non communiste plonais, la controverse autour du carmel d'Auschwitz... L'Europe est marquée au cœur par ce conflit abyssal dont les dimensions vraies sont métaphysiques. Il s'agit d'abord d'une guerre mondiale, comme le général de Gaulle l'avait signifié avec force, pour montrer que la défaite de l'Armée française ne constituait qu'une étape dans les opérations stratégiques auxquelles la plupart des peuples du monde participeraient. Il s'agit ensuite d'une guerre totale dont les objectifs, loin de se limiter à la conquête des territoires, visent la domination absolue des peuples et des hommes. Il s'agit enfin d'une guerre métaphysique dans un sens très précis. Lorsque l'adversaire use de la terrible puissance guerrière pour tracer la ligne de démarcation entre qui a droit à la vie et qui ne l'a pas, entre qui parmi les hommes a droit à l'humanité et qui ne l'a pas, le pouvoir change de signe et revêt tous les attributs de ce que l'Apocalypse nomme « la Bête ».

L'immonde rêve nazi, né dans des esprits déments, ne pouvait investir l'histoire qu'en portant partout le feu de la destruction pour modeler l'univers. Ce qui avait commencé depuis les aventures munichoises, s'était précisé avec la prise de pouvoir en 1933, ne se révélerait vraiment dans sa totalité qu'avec l'invasion de l'Europe, et d'abord de la Pologne, première nation martyrisée qui - comme telle - mérite beaucoup de respect. Hitler a posé comme premier axiome : « *La marche victorieuse de la race supérieure est la condition préalable de tout progrès humain* ». Les divisions SS lancées à la conquête des autres nations allaient permettre l'établissement de l'ordre nouveau. C'est-à-dire, pour reprendre une expression du P. Gaston Fessard, « *la création d'une série d'Etats vassaux destinés à ordonner l'activité pratique des races inférieures sous le commandement, suivant la volonté et conformément aux buts du peuple des maîtres* ».

Dans cette perspective, toute politique dite de collaboration constituait une monstrueuse erreur. Considérer l'Allemagne hitlérienne sur le modèle d'une puissance ordinaire, avec laquelle il aurait été possible de négocier un modus vivendi, relevait de cette maladie de l'esprit stigmatisée par Bossuet : vouloir les choses autrement qu'elle n'étaient. Il suffisait d'avoir lu Mein Kampf pour se départir de toute illusion. L'adversaire était d'une essence telle que tout compromis était déjà démarche d'assujettissement. D'où l'avertissement tragique du premier cahier clandestin de Témoignage chrétien : « *France, prends garde de perdre ton âme* », dont l'auteur était ce Père Fessard dont nous parle par ailleurs Patrick Pierran. « *La collaboration n'est en fait qu'un esclavage que le vainqueur exerce sur le vaincu, dosant sa contrainte, sa « générosité » et ses punitions, suivant que l'esclave rend plus ou moins et accepte de plus ou moins bon cœur sa situation de fait; - et l'adhésion à l'« ordre nouveau » c'est en réalité la reconnaissance de la valeur des principes spirituels de la conception du monde national socialiste d'après laquelle l'Europe devra s'organiser demain sous la domination de l'Allemagne* ».

La pleine révélation de l'essence du nazisme interviendra avec l'incroyable « solution finale » décidée lors de la conférence de Wannsee. Nous atteignons là aux limites de l'indicible - l'innommable, écrit le cardinal Lustiger. L'affaire est si

monstrueuse qu'elle est niée avec une détermination diabolique par les Assassins de la mémoire. Mais la Shoah s'est inscrite dans la mémoire des justes, au point de produire une déchirure de la conscience chrétienne qui est désormais dans l'impossibilité de penser l'unique Israël de Dieu en dehors de l'héritage des frères aînés, fils d'Abraham et de la promesse. Si la querelle du carmel d'Auschwitz a aujourd'hui de telles résonances ce n'est pas du fait d'une amplification médiatique plus ou moins perverse, mais à cause de cette béance, de cet impensable que rend insupportable le mépris, l'ignorance, voire une certaine haine. Le seul texte qui m'est apparu à la hauteur de ce sujet hors du commun, doit paraître dans Globe sous la plume de Laurent Dispot. Pour comprendre ce qu'il en est d'un certain carmel, il nous faut, en effet, remonter sur le mont Carmel avec le prophète Elie...

La défaite de ce régime de mort devait entraîner un nouveau bouleversement de l'Europe dont nous ne sommes pas sortis, puisque l'Allemagne n'a toujours pas digéré sa division et parce que toute l'Europe de l'Est s'ébroue en ce moment dans les vestiges du stalinisme, tandis que le nouveau maître du Kremlin ne parvient pas encore à chasser le spectre de Lénine malgré L'Archipel du Goulag enfin publié. Il n'est pas possible d'oublier que la défaite tant espérée d'Hitler ouvre aussi la deuxième période de Staline triomphant et que le cauchemar européen et mondial n'a pas pris fin. L'héroïque Pologne est encore la première à subir la loi de l'autre totalitarisme. A dire vrai, elle l'avait déjà supporté en même temps que celle de l'hitlérisme dès 1939, à la suite du pacte germano-soviétique qui aboutit à son quatrième partage. Si on additionne toutes les pertes en vies humaines subies entre le début de la guerre et les déplacements de population qui ont marqué l'instauration de l'Europe communiste, on découvre que la Pologne a payé le plus lourd tribut à la guerre parmi toutes les nations alliées.

Faut-il, cinquante après, se féliciter d'une défaite généralisée du totalitarisme qui semble consommer sa défaite à Varsovie et à Budapest ? Ce serait faire bon marché d'une des leçons les plus cuisantes de la guerre mondiale qui a mis en défaut l'incurable optimisme rationaliste. Déjà au lendemain de la première guerre mondiale, Georges Bernanos avait montré l'erreur énorme qu'avait entretenu sur la nature humaine la confiance dans un progrès continu des Lumières. Ce qui s'est passé récemment à Pékin comme l'incertitude qui règne à Moscou invitent à une même prudence, voire à une même méfiance à l'égard d'un prétendu crépuscule des préjugés. Il y a lieu de tenir bon aux acquis, surtout dans le domaine du Droit, que nous a valu l'issue du conflit. La définition du crime contre l'humanité fait désormais partie de notre patrimoine. Les droits de l'homme, en dépit de certaines difficultés philosophiques, sont mieux reconnus dans les Etats démocratiques, tant il est vrai que la démocratie solidaire de l'état de droit a gagné en légitimité dans son combat avec le régime de l'abolition de l'homme. Et pourtant, prenons garde. Rien, ici bas, n'est définitivement gagné. Il faut une espérance pour soutenir le progrès des sociétés. L'à quoi bon nihiliste pourrait être notre menace actuelle. Contre lui, il faudra une part de l'énergie qui a heureusement défié hier l'innommable.

Gérard LECLERC

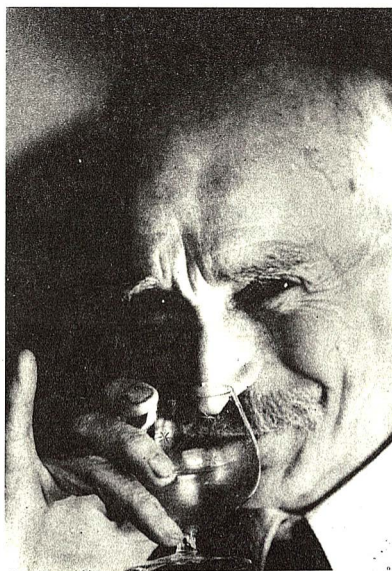
Les citations du Père Fessard sont tirées du recueil *Au temps du prince esclave*, Critérion.

Le grand Monsieur

« Des coups de foudre on n'en a pas tellement dans la vie. Jacques Perret fut un des premiers, un des plus forts. J'étais jeune, il m'a eu corps et bien. L'éblouissement ».

Je ne retrancherai pas un mot, en ce qui me concerne, à ce qu'a écrit Cavana. C'était en Algérie, Le caporal épinglé, et Bande à part, écornés, déchirés, souillés, coincés dans mon sac à dos entre boîtes de ration et quelques grenades étaient le délassément des haltes et des bivouacs. J'avais rejoint la cohorte des fanas de l'auteur des Biffins de Gonesse qui, aujourd'hui, servés depuis trois ou quatre ans de leur Perret annuel viennent d'être comblés par la publication de trois ouvrages très différents mais complémentaires.

On aimera avant tout le trop mince **Hommage pour un grand homme** (1) né du fruit de l'amitié. Cette précieuse plaquette rassemble une série de documents, souvent émouvants, qui aident à mieux connaître le grand Jacques. Ne pouvant tout citer, je me limiterai à deux exemples. Perret l'irréductible avant tout, et c'est le texte de l'extraordinaire citation gagnée face aux Allemands en mai 1940 et qui valut la médaille militaire à celui qui n'était pas encore le caporal épinglé. Perret le tendre ensuite, et ce n'est pas mal réussi également. On sait qu'il s'essaya avec des fortunes diverses aux métiers les plus étranges, il fut ainsi chercheur d'or et vaguement explorateur en Guyane française. Découvrant au hasard de ses pérégrinations une rivière inconnue au fin fond de la forêt équatoriale, il la baptisa du nom de sa fiancée. L'affaire en était-elle restée aux fantaisies du cœur épris ? La curiosité m'a poussé à acheter la carte de la Guyane et, avec un peu de patience, j'ai fini par dénicher cette rivière



Alice dûment homologuée donc par l'Institut Géographique National. Mais quid de l'écrivain ?

Les Editions *Dilettante*, viennent de publier un délicieux petit ouvrage à tirage limité : **Les Collectionneurs** (2). Un feu d'artifice de très courts textes, brillants, étincelants, dans lesquels le talent du chroniqueur éclate à chaque ligne. Ces textes sont illustrés par Beuville dont le trait est si étonnamment complémentaire du style de Perret. L'ouvrage se termine par une très remarquable postface passionnée de J.-B. Chaumeil.

Enfin, signalons chez Gallimard la très heureuse réédition de sept nouvelles parmi les meilleures de celles publiées depuis une trentaine d'années. Mon choix s'est porté immédiatement sur une énième joyeuse relecture de *La Bête*

Mahousse», puis sur *Trafic de chevaux* (3), cette nouvelle ayant donné son titre à l'ouvrage. On y trouve cet étonnant portrait de Perret par lui-même : « Mon vieil ami Jules Dulle ... lui s'engageant dans l'étude des sciences exactes et les carrières à concours, moi errant sans génie dans l'inexact, le facultatif et l'aléatoire ». Un saltimbanque de la littérature Perret ? Un homme désinvolte et superficiel, ce royaliste qui, des années durant, semaine après semaine, mettait avec fureur des « bâtons dans les roues » de la République ! Voire ! Dans je ne sais plus quelle interview, il parlait de ces hommes dont les réflexes ont été remplacés par la conscience et ses échappatoires. Perret lui a toujours su garder ses réflexes intacts et il l'a payé fort cher. On n'est pas obligé, sans doute, de partager toutes ses passions, mais « chapeau » pour le bonhomme et quel écrivain !

Michel FONTAURELLE

- (1) *Petit hommage pour un grand Monsieur*, prix franco: 30 F
(2) *Les Collectionneurs vus par J. Perret*, prix franco: 76 F
(3) *Trafic de chevaux*, Gallimard, prix franco: 120 F.

SOUSCRIPTION:

5ème liste

Mme Auboyneau: 150 F - J. Beaume: 1000 F - A. Benoist: 100 F - J.-M. Besucco: 500 F - P. Betalon: 1000 F - S. Bianchi: 100 F - G. Bollut: 300 F - J.-Y. B. (Lot et Garonne): 150 F - L. Bravouin: 500 F - F.B.-D.: 200 F - D. Bressand: 100 F - G. Caule: 500 F - Ano. Hte Garonne: 65 F - P. Clavel: 60 F - M. Dauch: 200 F - Deux lycéens: 150 F - G. Delaborde: 400 F - Delattre: 155 F - J.-P. Denicourt: 400 F - L. Despée: 1000 F - G. Dorso: 300 F - J.-C. Dumont: 25 F - M. Dutac: 400 F - P. Fermon: 200 F - B. Fiare: 500 F - P. Fievez: 100 F - G. Génini: 100 F - F. Gerlotto: 500 F - Y. Gillet: 200 F - R. Gillouin: 1000 F - J.M. Gurvil: 100 F - P. Hoffman: 50 F - F. Hugot: 150 F - P. Isambert: 200 F - C. Jeandel: 100 F - M. Jordan: 2000 F - S. Kaminski: 20 F - B. Laplace: 50 F - F. Lasnier: 50 F - B. Latour: 1000 F - Ano. Asnières: 100 F - P. Lecourt de Billot: 100 F - B. Leguay: 2000 F - Y. Lemaignan: 250 F - M. Lesaulnier: 50 F - Mme Levêque: 100 F - J. Mallet: 50 F - B.M. Marchand: 150 F - H. Massart: 100 F - N. Merlon: 1000 F - A. Péan: 100 F - Edgard Pisani: 250 F - F. Poulon: 200 F - O. Prades: 100 F - J. Remond: 100 F - D. Rietsch: 100 F - A. Rossignol: 150 F - T. Roudet-Haquette: 100 F - A. Saint Paul: 200 F - Pour Jean IV Washington: 250 F - J.R. Suvelor: 150 F - C. Teissier: 100 F - R. Terrier: 100 F - P. Vauris: 1000 F - B. de Zelnio: 100 F - A. Zerbib: 300 F.

Total de cette liste: 21.325 F

Total précédent: 32.110 F

Total Général: 53.435 F

OFFRE SPECIALE AUX NOUVEAUX LECTEURS

Si ce journal vous a intéressé, vous pouvez bénéficier de notre offre exceptionnelle **sans engagement de votre part**. Pour 90 F seulement (au lieu de 210 F) vous pouvez recevoir: Un abonnement d'essai de trois mois, un livre présentant la vie et les idées du comte de Paris, le dernier livre de Bertrand Renouvin, une brochure « Connaissez-vous les royalistes d'aujourd'hui ? » et une documentation complète sur la NAR et ses publications.

Nom :

Prénom :

Date de naissance : Profession :

Adresse :

désire bénéficier **sans engagement de ma part** de l'offre exceptionnelle et verse pour cela 90 F. Bulletin à retourner accompagné du règlement à:

«Royaliste», 17 rue des Petits-Champs, 75001 Paris

Rentrée

Vacances ? Vous avez dit «vacances» ? Ce n'est jamais totalement vrai à la NAR, où les mois d'été sont utilement mis à profit.

Par nos lecteurs tout d'abord qui, non contents d'avoir généreusement «bouclé» notre souscription du mois de juin (voir liste ci-contre) ont été nombreux à se transformer en propagandistes, collant des milliers d'autocollants publicitaires pour la NAR et diffusant notre numéro spécial-vacances. Numéro qui s'est par ailleurs fort bien vendu si nous en croyons les premiers résultats parvenus. Vacances militantes aussi pour les jeunes avec la session de Gerberoy (voir l'article ci-contre), pour les nouveaux avec la session très réussie de Bretagne début septembre, ainsi que pour l'équipe de militants qui ont assuré notre présence à l'immense «braderie» de Lille où notre stand, très remarqué, attirera l'attention de milliers de gens. Le Comité directeur n'a pas été en reste puisqu'au cours de deux journées de travail il a tiré des plans pour nos activités de l'année et mis en forme les nombreuses suggestions qui avaient été formulées par le Conseil National du mois de juin.

Une nouvelle année scolaire qui démarre donc sur les chapeaux de roue et pour laquelle nous aurons besoin de toutes les bonnes volontés.

Yvan AUMONT

Maurice Clavel

Sur France-Culture, le samedi 24 septembre à 18 h, une partie de l'émission «Rétro», sera consacrée à Maurice Clavel. C'est Philippe Barthelet qui en est le producteur. Nous ne pouvons que vous conseiller de vous mettre à l'écoute...

Jeune et... royaliste

Des jeunes royalistes, la N.A.R. n'en manque pas. De Dunkerque à Bayonne, de Strasbourg à Nantes, les moins de 26 ans se sont réunis cet été à Gerberoy dans l'Oise: point de départ de la création du mouvement «JetR».



■ Des groupes de discussion de Gerberoy est né un projet cohérent.

«J et R»

qu'est-ce que c'est ? Né de la volonté de quelques-uns de relancer parmi les jeunes une action spécifique, ce mouvement a pris corps pendant les vacances après les discussions de la session de Gerberoy (1). Son but: développer l'accueil, coordonner les actions lycéennes

et étudiantes, susciter les discussions sur des thèmes propres au milieu jeune ... Organisation de sessions de formation et d'information, rencontre avec les Princes, publication régulière d'une lettre interne d'information (2), établissement de contacts avec les jeunes d'autres mouvements, royalistes ou non, français ou étranger,

tels sont quelques-uns des objectifs que s'est donnés l'équipe de «JetR».

Après avoir reçu des centaines de lettres en réponse à cette idée de création d'un mouvement spécifique (3), la structure du mouvement se met en place depuis le début septembre et un réseau de «correspondants» pour Paris et la province doit se formaliser. Parmi ces multiples réponses, des lettres de nombreux lycéens et lycéennes très motivés. A titre d'exemple, nous publions ci-contre un article envoyé spontanément à la presse par Bruno L.C. (Un lycéen de 17 ans de Lannemezan dans les Hautes Pyrénées). Exemple d'une réaction comme l'on aimerait en lire et en voir bien souvent ...

X.B.

(1) Le compte rendu complet de la session de Gerberoy peut être obtenu, sans engagement, en nous écrivant. Il retrace les thèmes débattus, l'ambiance, les conclusions et annonce les modalités de la prochaine session.

(2) Une lettre bimestrielle décrivant les opérations passées et à venir, répondant à divers questions soulevées dans le courrier et rendant compte des différents contacts est éditée. Ceux qui ne se sont pas encore inscrits pour recevoir cette lettre, peuvent, s'ils le désirent, remplir la demande ci-dessous pour que nous puissions les tenir au courant de nos activités (afin d'alléger les dépenses de notre jeune mouvement une participation aux frais d'envoi de 15 F est demandée).

(3) Demandez notre questionnaire-enquête pour nous faire part de votre avis et de vos propositions.

LES LYCEENS REAGISSENT

1789-1989: Vive le bicentenaire de la Révolution française; plus de sept cent personnalités attendues du monde entier pour assister à la célébration de la déclaration des «droits de l'homme»; plus de quatre vingt millions de francs consacrés à ces festivités... On va superbement fêter l'égalité, la liberté, la fraternité, en toute sincérité !!! Des fêtes réalisées à grands coups de millions...

En Chine, les chars écrasent les étudiants, les élèves, qui gisent sur le sol de leur patrie, le crâne éclaté, la poitrine défoncée; huit condamnations à mort d'étudiants entre 25 et 30 ans; des centaines de procès-mascarades; la délation organisée: la folie s'organise peu à peu...

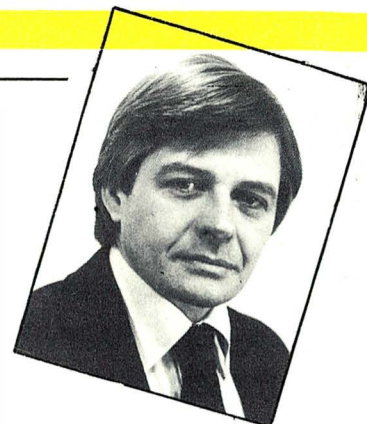
Les personnalités d'Etat ont bien tenté d'intervenir, les pauvres... Hélas, Reagan, et Mitterrand déclarent «manquer» d'information, Gorbatchev et Busch quant à eux «condamnent fermement» le gouvernement chinois... du haut d'une tribune; Rocard, lui aussi, a fait une timide intervention en faveur des étudiants chinois; les autres ? Rien... Tout le monde a pensé à l'ONU pour essayer de régler le conflit ! Et bien non! non! «l'ONU ne peut pas intervenir dans une guerre civile...» C'est logique... Quant à nos médias, ils se sont bien gardés de dénoncer l'attitude des politiques... Voilà la politique du «Wait and see»: même à Paris, les étudiants d'origine chinoise sont de plus en plus seuls dans les rue.

En conséquence, nous, lycéens, ne pouvons que rougir de honte à la vue des réjouissances qui se préparent; nous déclarons que nous ne participerons pas à de telles fêtes, scandaleuses et provocatrices du bicentenaire. La honte vient de s'abattre sur le pays de la «liberté, égalité, fraternité». Unissons nous et manifestons pour que nos dirigeants s'unissent pour faire triompher la liberté. Bonne fête du Bicentenaire!

Bulletin réponse

Nom :
Prénom :
Date de naissance :
Adresse :
.....

désire recevoir la lettre d'information de «J. et R.», Bulletin à retourner accompagné du règlement à:
«Royaliste», 17 rue des Petits-Champs, 75001 Paris



Quelques bonnes questions

Après tout, elle n'est pas si grise, cette rentrée politique. Bien sûr, il y a les chamailleries entre chefs, les disputes de courants, le ronronnement des discours, mais personne ne demande aux responsables politiques d'avoir du génie tous les jours. Nous souhaitons simplement qu'ils ne s'enferment pas dans les rivalités personnelles et les luttes d'appareil, afin d'être en mesure de poser les bonnes questions, en fonction desquelles de nouveaux projets pourront être conçus et mis en œuvre.

Quant à cette double exigence, avons-nous des raisons d'être optimistes, sinon déjà satisfaits ? Il semble que oui. On peut certes déplorer que la droite parlementaire, absorbée par ses contradictions, soit incapable de participer de façon positive au débat public ; et il faut s'inquiéter de la vaste dépression ainsi créée, et de l'extrémisme qui s'en trouve favorisé. Mais, sous l'aiguillon du président de la République, le gouvernement s'est fixé des objectifs qui dépassent la timide gestion que nous lui avons souvent reprochée et, au fil des discours de rentrée, les principaux dirigeants socialistes ont lancé quelques thèmes de réflexion qui méritent d'être repris et développés tout au long de l'année.

REFORMES

D'abord, il y a les grands chantiers du Premier ministre, et le projet de pacte de croissance (1) et de partage de ses fruits dans lesquels ceux-ci se trouvent inscrits. En définissant ainsi le cadre et les axes de sa politique, le Premier ministre renoue avec la doctrine classique du socialisme démocratique, sérieusement ébranlée par la crise économique et par la thématique néo-libérale, puisqu'il s'agit d'organiser par la négociation une plus juste répartition du revenu national. L'objectif n'est pas contestable, dans la mesure où la tâche essentielle du pouvoir politique est de poser les conditions de la justice dans la société. Et nul ne saurait sérieusement reprocher au gouvernement de vouloir moderniser le service public, intégrer les exclus, développer la justice fiscale,

relancer la politique de l'emploi et la participation...

Les perspectives ouvertes par Michel Rocard n'épuisent cependant pas le débat sur ce qu'on appelait naguère le « projet de société ». Le Premier ministre ne l'ignore pas, qui présente le socialisme démocratique comme une alternative au capitalisme. La mise en opposition de deux systèmes économiques paraît grandiose, mais il est permis de mettre en doute sa pertinence. Le socialisme démocratique n'a jamais été autre chose qu'une volonté de gérer équitablement l'Etat-providence. Or, comme le souligne André Gorz (2), cet Etat-providence, nécessaire pour organiser le marché et poser des limites à sa logique désastreuse, demeure situé dans le système capitaliste et tributaire de celui-ci - donc incapable de donner naissance à une autre société. D'où la nécessité d'une critique radicale de la rationalité économique, sur laquelle notre journal n'a cessé d'insister.

PROJET

Jusqu'à présent les socialistes, pourtant fort dépourvus d'analyses fondamentales depuis l'abandon de la vulgate marxiste marxiste, donnaient l'impression de tout ignorer des réflexions en cours sur l'économie moderne - alors qu'elles leur auraient été d'une immédiate utilité face à l'offensive des idéologues du marché. Ce déficit intellectuel n'est pas encore comblé, mais voici que les dirigeants socialistes se posent ou reprennent publiquement de bonnes questions.

Ainsi Lionel Jospin se demande comment « articuler la dimension économique et la dimension sociale ». De fait, cette articulation est contraire à la dynamique de l'économie moderne, qui tend à exercer son empire sur l'ensemble de la société en soumettant les institutions et les hommes à ses concepts et à ses critères. Aussi, point de projet de société qui tienne sans que des limites soient assignées au domaine de l'économie, sans que l'activité financière, aujourd'hui proliférante, soit mise à son service, et sans que le pouvoir politique donne sens aux activités de production et d'échange. La

question posée par le ministre de l'Education nationale est donc d'une portée considérable et implique la mise en œuvre d'une politique à long terme. Encore faudrait-il que les responsables politiques participent aux recherches menées dans ce domaine et s'efforcent d'en tirer les conclusions pratiques...

Quant à Jean-Pierre Chevènement, il se situe dans un avenir plus immédiat lorsqu'il demande que soit enfin fermée la « parenthèse libérale », refuse que se constitue, sous l'appellation européenne, un « Saint Empire du capital » et rappelle qu'il n'y a pas une seule politique (économique) possible - selon les convictions que, pour notre part, nous n'avons cessé d'exprimer.

Seul Laurent Fabius n'a pas, jusqu'à présent, mis en débat un thème d'intérêt général. L'ancien Premier ministre reste dans le vague (3), alors qu'il aurait beaucoup à dire - par exemple sur les rapports entre le pouvoir politique et les puissances (médiatiques, bureaucratiques) qui menacent ou réduisent son autonomie. Dommage...

Certes, quelques hirondelles socialistes n'annoncent pas nécessairement le renouvellement du débat civique. D'une part, le dialogue entre les intellectuels et les hommes politiques n'est pas encore renoué, et la réflexion de ces derniers s'en trouve sérieusement appauvrie. D'autre part, il serait malsain que le gouvernement et le parti socialiste prennent l'habitude de faire à la fois les questions et les réponses, en raison de la faiblesse intellectuelle de l'opposition et de son incapacité à présenter la moindre alternative d'ensemble.

C'est dire l'importance des lieux de libre réflexion (le nôtre mais pas seulement), la nécessité d'un dialogue qui ne soit pas inscrit dans les rapports de force, l'urgence d'une ouverture intellectuelle et politique qui ne soit pas inspirée par les nécessités de la propagande et de la tactique. Sur ces deux derniers points, quel fossé entre les discours et les actes...

Bertrand RENOUVIN

(1) Voir dans ce numéro l'article de P. Le Roué.

(2) cf. *Métamorphose du travail, quête du sens* (Galilée, 1989)

(3) cf. son entretien dans *Libération* (6-9-89)